



PRÉFET DE L'INDRE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHÉSION SOCIALE
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS DE L'INDRE**

**SOUS-DIRECTION DE LA PROTECTION DES POPULATIONS..
SERVICE SANTÉ PROTECTION ANIMALES ET ENVIRONNEMENT.**

**ARRÊTÉ N ° 2017-091-DDCSPP du 27 juillet 2017 mettant en demeure
la société Mégisserie Guyard et Chesneau
de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998
et de l'arrêté préfectoral N° 97-E-2784 du 6 novembre 1997,
dans le cadre de l'exploitation d'une mégisserie,
106 rue Charles-Mitchels sur le territoire de la commune d'Issoudun**

**LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°97-E-2784 délivré le 6 novembre 1997 à la société GUYARD & CHESNEAU pour l'exploitation d'une mégisserie sur le territoire de la commune d'ISSOUDUN à l'adresse suivante concernant notamment la rubrique 2350 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 juillet 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 31 mai 2017, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- *Dépassement de la valeur limite réglementaire imposée aux rejets en concentration de DCO.*
- *L'exploitant ne réalise pas de plan de gestion des solvants.*
- *L'exploitant ne procède pas à la mesure du débit journalier, ni à l'estimation du flux de ses effluents aqueux résiduels et ni aux mesures de concentrations dans ses effluents aqueux résiduels des paramètres suivants : le chrome hexavalent, le plomb, le cuivre, le zinc ; le manganèse, l'étain, le fer, l'aluminium, le nickel, l'indice phénols.*

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions respectives suivantes :

- de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 novembre 1997 ;
- de l'article 28-1 de l'arrêté du 2 février 1998 ;
- de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 novembre 1997 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GUYARD & CHESNEAU de respecter les dispositions des articles des arrêtés ministériel et préfectoral susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Indre,

ARRÊTE

Article 1 – La société GUYARD & CHESNEAU exploitant une mégisserie sise 106 rue Charles-Michels sur la commune d'ISSOUDUN est mise en demeure :

1 – de respecter les dispositions de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1997 en présentant des résultats de mesures de concentration en DCO conforme sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

2 – de respecter les dispositions de l'article 28-1 de l'arrêté du 2 février 1998 en réalisant un plan de gestion des solvants dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

3 – de respecter les dispositions de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1997 en établissant des résultats d'analyse des effluents aqueux résiduels comportant les estimations de débit et de flux de l'ensemble des polluants et en présentant les estimations de concentrations des paramètres suivants : le chrome hexavalent, le plomb, le cuivre, le zinc, le manganèse, l'étain, le fer, l'aluminium, le nickel, l'indice phénols, et ce, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

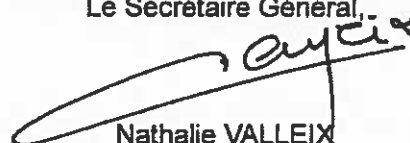
Article 3 – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

Article 4 – Le présent arrêté sera notifié à la société GUYARD et CHESNEAU.

Madame le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Maire de la commune d'ISSOUDUN, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Nathalie VALLEIX